



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément à
CPS n°104 -105
9 juillet 2007

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

**POUR FAIRE FACE A L'OFFENSIVE DE SARKOZY, UNE PREMIERE NECESSITE:
QUE LES ORGANISATIONS OUVRIERES ROMpent AVEC SARKOZY !
COMBAT CLASSE CONTRE CLASSE POUR LA DEFENSE DES VERITABLES
RENDICATIONS DE LA CLASSE OUVRIERE, DE LA JEUNESSE !**

Le programme de « réformes sans précédent » de Sarkozy, est un programme de guerre pour en finir, comme le veut le Medef, avec les acquis des salariés : casser le CDI, le remplacer par un « contrat unique » pour faciliter les licenciements ; détruire toute limitation hebdomadaire et journalière du temps de travail ; liquider le droit collectif à la formation professionnelle payée par l'employeur ; mener une nouvelle offensive contre l'Assurance maladie (franchise non remboursée et nouvelles exonérations des cotisations sociales patronales conduisant à la fiscalisation totale par une « TVA sociale »); nouvelles attaques contre les chômeurs (privatisation de l'ANPE en la fusionnant avec l'Unedic) ; attaques contre les retraites et liquidation des régimes spéciaux (SNCF, RATP...); renforcement des lois répressives contre la jeunesse et les immigrés (durcissement des conditions de regroupement familial), etc...

Cette offensive générale passe par des premières lois qui doivent être adoptées dès cet été:

- **l'autonomie des universités** : « la réforme la plus importante de la législature » car elle conduit à la dislocation du cadre national de l'enseignement et des diplômés ; à la dislocation du CNRS et des Établissements Publics de Recherche, du statut national des enseignants, de celui des chercheurs... ;
- **une loi s'attaquant au droit de grève des salariés des transports public...** afin d'empêcher, ensuite, ces travailleurs de défendre leurs régimes de retraites ; et cette loi pourra être étendue à d'autres professions.
- un « paquet fiscal » au profit de la bourgeoisie (réduction d'impôts et exonérations de cotisations sociales)...

D'ores et déjà, sont inscrits au budget 2008 le non remplacement de 40 000 fonctionnaires en 2008, des réductions drastiques de crédits dans les ministères et pour les collectivités territoriales, etc...

Pour Sarkozy, « réformer » veut dire réduire de façon drastique le pouvoir d'achat, le droit à la santé, le droit au travail, le droit aux études... Mais il lui faut vaincre la résistance des travailleurs et de la jeunesse, empêcher de nouvelles mobilisations (telles qu'en 1995, 2003, 2006). Pour y parvenir, Sarkozy utilise « dialogue social » et « ouverture » : il invite les organisations ouvrières à « discuter » de ses plans, ce qui entrave toute mobilisation des travailleurs et de la jeunesse.

RUPTURE IMMEDIATE DE TOUTE « CONCERTATION » AVEC SARKOZY !

Résister à ces attaques impose d'abord de rompre ces « discussions ». Comment oublier que si Sarkozy a pu être élu, c'est parce que les candidats des organisations ouvrières, et notamment la candidate du PS, se sont situés ouvertement sur le même terrain que Sarkozy : celui de la défense « des intérêts nationaux », de la défense du capitalisme... Ni la candidate du PS, ni celle du PCF n'ont défendu les véritables revendications des travailleurs et de la jeunesse! À l'inverse, entre le premier et le deuxième tour des législatives, lorsque des candidats du PS (puis du PCF) se sont clairement prononcés « contre la TVA sociale », l'électorat du PS et du PCF s'est remobilisé.

Poursuivre aujourd'hui la « concertation » sur les plans de Sarkozy, c'est l'aider à mettre en œuvre son offensive contre la classe ouvrière et la jeunesse, c'est poursuivre la politique qui lui a permis d'être élu !

Si la loi sur l'autonomie des universités peut, en juillet, être discutée (et adoptée) au Parlement, c'est que la direction de l'UNEF, celle de la FSU, des syndicats d'enseignants et de chercheurs n'ont cessé de faire l'éloge de l'autonomie, qu'elles n'ont cessé de participer aux « concertations » et d'en réclamer davantage, de discuter avec Sarkozy lui-même, comme si on pouvait attendre de Sarkozy une « bonne » loi sur l'Université !

De même, la loi contraignant les salariés des transports publics à se déclarer grévistes deux jours à l'avance et autorisant l'employeur à organiser une consultation sur la poursuite de la grève : si ce projet peut être discuté (et voté) en plein mois de juillet, c'est que les dirigeants de la CGT, de FO acceptent depuis des semaines la « concertation » avec Sarkozy et son gouvernement sur la « continuité du service public ». Or, c'est au nom « de la continuité

indispensable à la marche normale du service public » que Pétain avait, en 1941, interdit le droit de grève des fonctionnaires !

FRONT UNIQUE POUR LA DÉFENSE DES VÉRITABLES REVENDICATIONS !

On ne peut défendre les vraies revendications en discutant les projets gouvernementaux, en faisant des « contre propositions » :

- **Aucune autonomie des universités et des établissements scolaires : retrait du projet de loi! Rupture immédiate de la concertation sur les « chantiers » de la réforme universitaire!**

- **Défense inconditionnelle du droit de grève : retrait du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports** : cette loi n'est pas amendable ; rupture immédiate de la «concertation» sur la prévention des conflits ! **On ne peut accepter que les responsables syndicaux proposent eux-mêmes des accords visant à limiter ce droit de grève, à « réduire la conflictualité » sous couvert d'éviter une loi...**

- **Défense de l'assurance maladie**: les cotisations patronales sont un salaire différé qui appartient aux salariés ; assez d'exonération ; paiement de toutes les cotisations patronales, de tous les arriérés !

- **À bas le budget de rigueur de Sarkozy !** Aucune suppression de postes de fonctionnaires ; remplacement poste par poste de tous les départs à la retraite ! **Défense inconditionnelle du CDI, du code du travail, des statuts nationaux des fonctionnaires ! Ruptures immédiates des négociations sur « le marché du travail » !**

- À bas la nouvelle loi de répression de la jeunesse (11^{ème} loi pénale depuis 2002).

La responsabilité des dirigeants syndicaux (FSU, CGT, FO, UNEF) et aussi du PS, du PCF est de reprendre ces revendications à leur compte. Cela implique de rompre avec Sarkozy et son gouvernement :

Assez de « concertation » ! Front unique contre Sarkozy !

"L'OUVERTURE N'EST QU'UNE ÉTAPE". (Sarkozy)

Cette annonce de Sarkozy qui propose ensuite « *une nouvelle démocratie* » est ainsi commentée par le chroniqueur Alain Duhamel : « *L'ouverture sert évidemment de levier pour faciliter les réformes et légitimer la présidentialisation* ». Soumettre plus étroitement les syndicats à l'appareil d'État, paralyser l'opposition des masses à la liquidation des acquis en leur interdisant toute possibilité d'expression indépendante de la bourgeoisie, voilà la méthode de Sarkozy. Ce que de Gaulle appelait « *gouverner au dessus des partis* » ! Sur ce plan, Sarkozy s'inscrit à l'évidence dans la continuité du gaullisme (Duhamel rappelle qu'il s'agit là « *d'une tradition bien établie* »: en 1958, De Gaulle « *s'était entouré de ministres socialistes et centristes* »). La conséquence en fut la destruction de la SFIO !

En 2004, 2005, puis 2006, le PS et le PCF (les dirigeants syndicaux) ont refusé d'exiger le départ de Chirac battu, de se prononcer pour un gouvernement PS-PCF (et d'eux seuls, sans représentant de formations bourgeoises). Résultat : faute de perspective politique, c'est la bourgeoisie et Sarkozy qui ont gagné ! Et l'on a vu ensuite nombre de soutiens à Royal, partisans d'une alliance avec Bayrou, se rallier à Sarkozy : de Besson à Kouchner, Bockel ...

La soumission, dans le cadre de la « concertation » et de « l'ouverture », au président-bonaparte Sarkozy conduit à l'affaiblissement, voire à la destruction des organisations ouvrières (des syndicats, des partis, du PS) au compte de la bourgeoisie. La « nouvelle démocratie » de Sarkozy, vise à la destruction des organisations ouvrières.

COMMENT IMPOSER LE FRONT UNIQUE ?

Aujourd'hui, l'unité est nécessaire pour combattre, classe contre classe, l'offensive de Sarkozy. Mais c'est sur les véritables revendications des travailleurs et de la jeunesse, telles qu'elles sont affirmées ci-dessus, que peut se réaliser un authentique Front unique et non une alliance d'appareils se soumettant aux besoins de la bourgeoisie.

Par leurs combats, les travailleurs, la jeunesse, peuvent – par coups de butoirs plus ou moins forts – contraindre les dirigeants syndicaux, à rompre, à défendre (avec le PS, le PCF) les véritables revendications : C'est possible ; c'est nécessaire. **Le Front unique réalisé contre le CPE en 2006 le prouve !**

Mais chaque fois, les dirigeants des vieilles organisations ouvrières reprennent la « concertation » car ils sont indéfectiblement attachés à la défense du capitalisme français. Il n'y aura pas de véritable issue sans Parti révolutionnaire combattant pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, pour un gouvernement ouvrier qui exproprie les groupes industriels et financiers, organise la production, assure le droit au travail.

Mais on ne peut œuvrer à la construction d'un tel parti qu'en impulsant le combat pour le Front unique contre Sarkozy. Pour que soient créés les conditions d'un combat classe contre classe, Front unique des syndicats (CGT, FO, FSU, UNEF) du PS, du PCF en défense des véritables revendications de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Assez de « concertation » ! Rupture avec Sarkozy !